CRÉDIT MUNICIPAL
PUBLIC & SOLIDAIRE

Politique de protection des données

1. A quoi sert cette politique ?

LA CAISSE DE CREDIT MUNICIPAL DE BORDEAUX (ci-après **« CCMB» ou « *Nous* »)** accorde une grande importance à la protection des données de ses clients, clients prospectifs, de son personnel et de ses partenaires. Aussi, l'objectif de cette politique de confidentialité est de vous expliquer comment nous utilisons vos données personnelles et de vous informer de vos droits en matière de protection des données.

Pour une bonne compréhension de la présente politique de protection des données personnelles, il est précisé que :

- Les « **données** » à caractère personnel désignent les informations relatives à une personne physique identifiée ou identifiable, directement ou indirectement. Cette expression vise par exemple les noms, adresses postales et/ou électroniques, numéros d'identification ou tout autre élément propre à une personne physique ;
- Le « **responsable du traitement** » s'entend de la personne physique ou morale, qui détermine les finalités et les moyens d'un traitement de données à caractère personnel. Au titre de la présente politique, le responsable du traitement est la CCMB, immatriculée au RCS BORDEAUX dont le siège social est sis 29 Rue du Mirail, 33000 BORDEAUX ;
- Le « **sous-traitant** » s'entend de toute personne physique ou morale qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement. Il s'agit donc en pratique notamment des prestataires et partenaires avec lesquels la CCMB travaille et qui interviennent sur les données à caractère personnel collectées par la CCMB ;
- Les « **personnes concernées** » sont celles qui peuvent être identifiées, directement ou indirectement et dont les données à caractère personnel font l'objet d'une collecte par le responsable du traitement, c'est-à-dire notamment les clients/internautes actuels, prospects, les garants, les mandataires et représentants légaux (par exemple, si collecte d'informations relatives à un mineur), les mandataires sociaux, les employés des prestataires et fournisseurs, les partenaires, les donneurs d'ordre ou bénéficiaires lors de transactions effectuées sur les comptes des clients ;
- Les « **destinataires** » des données s'entendent des personnes physiques ou morales qui reçoivent communication des données à caractère personnel. Les destinataires des données peuvent donc être aussi bien des salariés de la CCMB que des partenaires.

2 – Quelle est la réglementation applicable à l'utilisation de vos données personnelles ?

L'utilisation de vos données personnelles est effectuée conformément aux dispositions du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) n° 2016-679 du 27 avril 2016 du Parlement européen et du Conseil, de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 dite « Informatique et libertés » modifiée par la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018, et aux autres dispositions juridiques en vigueur.

3 – Quelles sont les données personnelles que nous traitons ?

Données d'identification	Nom, prénom(s), genre, date et lieu de naissance, nationalité, numéro de carte d'identité, numéro de passeport, numéro de permis de conduire, numéro d'immatriculation du véhicule, immatriculation au RCS pour les entreprises, photo, signature.
Coordonnées / Informations de contact (privées ou professionnelles)	Adresse postale, adresse de courrier électronique, numéro de téléphone.
Informations relatives à votre vie de famille (régime matrimonial), et événements familiaux importants : (mariage, Pacs, concubinage, divorce, décès, succession, maternité…).	Statut marital, régime matrimonial, nombre d'enfants et âge, études ou emploi des enfants, date de naissance (livret de famille) ou de décès de vos proches (acte de succession), composition du foyer (avis d'imposition).
Informations économiques et financières	• Profession : bulletins de salaire (poste occupé, nom de l'employeur, niveau de rémunération) et autres revenus tirés d'une activité commerciale (BIC), libérale (BNC) ou agricole (BA), ou de

	biens immobiliers (revenus locatifs) ou des revenus de capitaux mobiliers (RCM) issus d'actifs financiers (valeurs mobilières : actions, parts sociales, OPCVM, SICAV…), compte de résultat, bilans comptables, liasse fiscale, formulaire de déclaration 2035 (CERFA 11176) de moins de 18 mois. • Statut de propriétaire ou locataire d'une maison ou appartement (avis d'imposition et relevés de comptes).
Données de transaction	Mouvements et solde des comptes, transactions comprenant les données relatives aux bénéficiaires et donneurs d'ordres dont leurs noms complets, adresses et coordonnées ainsi que le détail des transactions bancaires : libellé de la transaction, nom et catégorie du marchand, montant, date, heure et type de transaction (carte bancaire, virement, chèque, prélèvement automatique) et la catégorisation de la transaction.
Données relatives à vos habitudes et préférences en lien avec l'utilisation de nos produits et services, données collectées dans le cadre de nos interactions avec vous.	Vos préférences de contact pour nos échanges avec vous (téléphone, sms, mail, courrier, en agence) : - *Sur notre site web ou dans nos courriers électroniques* : cookies, traceurs et newsletters, réclamations et

	- *Dans nos dispositions contractuelles* : document « *Traitement de vos données personnelles* ».
Données du système de vidéoprotection/vidéosurveillance (caméras) et de géolocalisation.	Sur les lieux de retraits ou des paiements à des fins de sécurité, ou afin de déterminer la localisation de l'agence ou du prestataire de services le plus proche de vous.
Données concernant vos appareils (téléphone portable, ordinateur, tablette…)	Adresse IP, caractéristiques techniques et données d'identification uniques.
Identifiants de connexion ou dispositifs de sécurité personnalisés utilisés	Pour vous connecter au site internet et faire vos opérations courantes.

Votre consentement explicite sera systématiquement requis pour traiter des données sensibles. Les données considérées comme sensibles sont notamment celles relatives à votre santé (questionnaires d'assurance), vos données bancaires, votre patrimoine, votre représentation physique (photo de votre pièce d'identité, captation de votre image par vidéosurveillance), les documents relatifs à votre état civil (pièce d'identité, justificatif de domicile, numéro de sécurité sociale figurant sur vos bulletins de salaire).

En vertu de l'article 5 du RGPD, le Crédit Municipal de Bordeaux est tenu de vérifier que vos données sont exactes et, si nécessaire, actualisées. A cet égard, il vous sollicitera régulièrement afin de mettre à jour votre dossier.

4 – Pourquoi et comment utilisons-nous vos données personnelles ?

Activité	Finalité	Base juridique
Suivi des contacts et demandes d'information : Nous analysons, trions et classons les informations vous concernant lorsque nous prenons connaissance pour la	La gestion des demandes de contact que nous recevons via nos formulaires de contact.	Le consentement de la personne ayant pris contact avec nous.

première fois de votre intérêt pour nos services.	Le suivi des différents contacts que nous recevons par tout autre moyen de contact.	Notre intérêt légitime à recevoir et traiter les informations transmises.
Gestion de nos relations contractuelles : Dans le cadre de la mise en œuvre de nos services (prêts, prêts sur gage, ventes aux enchères, gestion de vos comptes, utilisation de vos moyens de paiement...), nous sommes amenés à traiter les données personnelles de nos clients, et ce compris dans le cadre de la gestion de la comptabilité du client et des transactions avec ce dernier.	La gestion des différents services fournis à nos clients. Le maintien de nos relations avec nos clients.	La nécessité contractuelle de gérer les services souscrits par nos clients. L'exécution du contrat (art. 6b du RGPD), à l'exception de l'évaluation des risques, lequel traitement sera fondé sur les intérêts légitimes de la Caisse du Crédit Municipal de Bordeaux.
Accès de nos clients à leurs espaces en ligne : notre Site Internet vous permet d'accéder à un espace personnel pour la gestion des services souscrits auprès de nous.	Vous fournir des services accessibles en ligne.	La nécessité contractuelle de gérer les services souscrits par nos clients, à évaluer votre demande de prêt.
Relations avec les fournisseurs, prestataires et partenaires : Nous collectons des données personnelles afin de pouvoir joindre nos différents contacts professionnels et gérer les contrats ayant été signés avec eux.	La gestion de nos contacts professionnels. Le suivi des contrats avec nos fournisseurs, prestataires et partenaires.	Notre intérêt légitime à disposer d'un répertoire de contacts professionnels. La nécessité contractuelle, lorsque le prestataire est une personne physique.
Gestion des candidatures : Nous traitons des données de personnes ayant candidaté à un emploi ou à un stage au sein de notre organisme.	La gestion des candidatures.	L'exécution de mesures précontractuelles prises à la demande du candidat.
Statistiques : Nous pouvons traiter les	La réalisation de statistiques	Notre intérêt légitime à connaître les performances de

données de nos clients, notamment s'agissant des services souscrits, afin de réaliser des statistiques internes.	internes	nos produits et la satisfaction de nos clients à cet égard.
Activités de communication : Nous proposons à nos clients existants et nos prospects potentiels de les informer sur nos activités et les offres susceptibles de les intéresser.	La poursuite de relations avec les clients et les clients potentiels.	Notre intérêt légitime à communiquer avec nos clients existants ET/OU Le consentement de la personne concernée à recevoir nos communications et/ou lorsqu'elle s'abonne à notre formulaire. (Devoir d'information : art. 12 et 14 RGPD et droit d'opposition : art. 21 RGPD).
Lutte contrôle la fraude : Nous sommes amenés à traiter les données de nos clients et/ou prospects, dans la cadre de la mise en œuvre de nos services, afin d'effectuer des vérifications, alertes et contrôles nécessaires dans le cadre de la lutte contre la fraude.	La mise en œuvre de processus de contrôle dans le cadre de la lutte contre la fraude.	Notre intérêt légitime à effectuer des contrôles aux fins de lutte contre la fraude. Notre obligation légale.
Dépôt de cookies et traceurs : Lorsque vous utilisez notre site Internet, celui-ci récupère automatiquement certaines informations de l'appareil afin d'optimiser votre expérience Web. Ces données servent également pour les statistiques de nos sites. D'autres informations sur la collecte de données automatisée et les cookies sont disponibles dans notre politique de cookies.	L'optimisation de notre site internet.	Notre intérêt légitime en ce qui concerne les cookies strictement nécessaires au fonctionnement du site. Ils permettent de maintenir votre session, mais aussi de vous reconnaître lorsque vous retournez sur le site, afin de faciliter votre navigation, en enregistrant vos identifiants de connexion lorsque vous en donnez l'autorisation. Un cookie statistique peut être utilisé pour évaluer la fréquentation du site mais ne stocke aucune information nominative. Il est possible de désactiver l'utilisation des

		cookies dans votre navigateur ou de gérer leur durée de conservation.
Obligations légales et règlementaires : Nous pouvons traiter vos données personnelles afin de répondre aux obligations légales ou réglementaires mises à notre charge ou à des demandes d'institutions et autorités publiques. Par exemple, le traitement de vos données peut impliquer l'éventualité de figurer sur l'une de nos listes répertoriant les tentatives de fraudes et/ou les fraudes avérées, quelles qu'elles soient.	Nous conformer à nos obligations légales ou réglementaires.	L'obligation légale ou réglementaire mise à notre charge.
Défense en justice : Nous pourrons traiter vos données personnelles afin de répondre à des demandes d'autorités judiciaires ou de défendre nos droits en justice.	Nous défendre en justice.	Notre intérêt légitime à nous défendre en justice.

Dans le cas où il serait effectué un traitement ultérieur de vos données pour des finalités autres que celles pour lesquelles ces données ont été collectées, vous en serez informé(e) au préalable.

5 – Quels sont les différents supports de collecte des données utilisés par le Crédit Municipal de Bordeaux ?

Vos données sont conservées par le Crédit Municipal de Bordeaux sur différents supports durables physiques et dématérialisés, tels que des dossiers papiers et des fichiers informatiques par exemple sous forme de scans, de courriels ou tableaux.

Vos données peuvent être reportées dans la documentation précontractuelle et contractuelle ainsi que dans le logiciel informatique du Crédit Municipal de Bordeaux, comme les noms, prénoms, date et lieu de naissance, situation matrimoniale, familiale, professionnelle, identité bancaire, et sur son site internet pour vous permettre l'accès à votre compte.

Vos informations peuvent être collectées directement par la remise de documents ou indirectement par la nature de vos transactions.

Les données personnelles collectées par la CCMB proviennent :

- Des documents personnels que vous transmettez à l'occasion des démarches suivantes :
    - Une demande de prêt,
    - Une demande d'ouverture de compte,
    - Une mise en gage d'un objet,
    - Une candidature pour un emploi au Crédit municipal de Bordeaux,
    - La mise en place d'un partenariat.

Cette transmission de documents et/ou d'informations (cf.3) peut se faire en agence, au siège social, ou bien à distance, par courrier, courriel ou entretiens téléphoniques, directement ou par le biais d'un intermédiaire en opération de banque et en services de paiement ou d'un mandataire auquel vous avez donné procuration.

- Des informations que vous communiquez que vous générez à l'occasion de votre activité et selon l'utilisation que vous faites des produits et services que vous avez souscrits (contenu des opérations effectuées sur votre compte bancaire, nature des paiements par carte bancaire, vidéosurveillance lorsque vous effectuez des retraits, informations relatives à votre identité numérique en cas de connexion à vos comptes en ligne, cookies générés lors de la visite du site internet…).

- Des informations vous concernant communiquées au Crédit municipal de Bordeaux par des tiers, par exemple des finances publiques lors d'une saisie à tiers détenteur (SATD).

6 – Quelles sont les conséquences de la non-fourniture des données personnelles requises ?

Lorsque vos données sont collectées à des fins légales ou contractuelles, la collecte de vos données conditionne la conclusion du contrat puisqu'elle est nécessaire à la fourniture nos prestations et services.

De même, la mise à jour régulière de vos informations conditionne la poursuite de la relation d'affaires, puisque le Crédit Municipal de Bordeaux doit satisfaire à ses obligations réglementaires de mises à jour de votre dossier, au regard notamment, de l'article 5 du RGPD.

Cependant, le refus de votre part, concernant l'utilisation de vos données à des fins de prospection commerciale n'entraînera pas un refus de relation d'affaires avec le Crédit Municipal de Bordeaux, conformément à votre droit d'opposition à de collectes de vos informations personnelles à des fins de prospection commerciale (art. 21 du RGPD).

7 – Avec qui partageons-nous vos données personnelles ?

Nous pouvons partager vos données personnelles notamment avec :

- Nos sous-traitants techniques (hébergement, supervision informatique, téléphonie) ;
- Nos sous-traitants marketing (opérations de prospection, régies publicitaires) ;
- Nos partenaires dans le cadre de la gestion opérationnelle du recrutement (publication des offres, réception et enregistrement des CV, etc.) ;
- Nos entreprises partenaires pour la réalisation d'un traitement que la CCMB ne peut opérer par elle-même (par exemple, l'entreprise en charge du paiement par carte bancaire) ;
- Les autorités publiques, si nous nous voyons dans l'obligation de divulguer ou de partager vos données personnelles pour respecter nos obligations légales (Banque de France, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), la Caisse des dépôts et consignations, le Fonds de garantie des dépôts et de résolution, TRACFIN, les tribunaux, la Police, les Douanes…) ;
- Les commissaires de justice,
- Nos conseils professionnels, juridiques et financiers, tels que nos avocats, nos auditeurs externes ou nos commissaires aux comptes, assurances ;
- Le médiateur de la CCMB.

Le Crédit Municipal de Bordeaux n'effectuera aucun transfert de données personnelles exploitables commercialement en dehors de l'Union européenne, sauf dans le cadre de transactions internationales, qui feront apparaître certaines données nominatives.

8 – Pendant combien de temps gardons-nous vos données personnelles ?

Nous gardons vos données personnelles uniquement pour la durée nécessaire à la fourniture des services que vous avez souscrits, en prenant en compte notamment les critères suivants :

- La nature et la finalité des traitements en question,
- Les catégories des données traitées,
- Les délais de prescription applicables,
- Les dispositions contractuelles applicables,
- Les normes de l'industrie,
- Les recommandations de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

Vous trouverez ci-joint, en annexe, le document se référant aux durées de conservation, au regard de nos obligations légales, de nos obligations contractuelles et précontractuelles ainsi que pour permettre aux Caisses du Crédit Municipal de répondre à notre intérêt légitime.

Nous précisons qu'en cas de multiplicité des finalités, la plus longue des durées de conservation, nécessaire au respect de ces prescriptions obligatoires ou aux besoins opérationnels sera retenue.

Par ailleurs, les durées listées peuvent être rallongées par le Crédit Municipal de Bordeaux afin de répondre à des impératifs tels qu'une réquisition judiciaire, ou en cas de procédure judiciaire (notamment pour se prémunir des délais de prescription), ou pour faire valoir tout autre intérêt légitime tel que des besoins de traçabilité ou d'historique. La durée de conservation sera alors prolongée le temps nécessaire au règlement du litige et aussi longtemps que le titre exécutoire sera valide, pour répondre à la demande de l'autorité habilitée ou faire valoir notre intérêt légitime.

Au-delà des délais applicables, tous les supports contenant vos données personnelles seront supprimés, dans des conditions permettant le respect de la confidentialité de leur contenu.

9 – Quels sont vos droits au regard de vos données personnelles ?

Vos droits concernant le traitement par nos soins de vos données personnelles comprennent notamment ceux mentionnés ci-après. Ces droits pourront s'appliquer à votre situation en fonction des circonstances exactes. Par exemple, le droit de retirer votre consentement ne s'appliquera pas lorsque le traitement n'est pas fondé sur votre consentement.
Ces droits sont les suivants :

- **Le droit d'accès** : Vous pouvez demander l'accès à vos données personnelles et des informations sur nos traitements de celles-ci (art. 15 du RGPD).

- **Le droit de rectification** : Vous pouvez demander de corriger ou compléter vos données personnelles si elles sont inexactes (art. 16 du RGPD).

- **Le droit d'effacement ou le « droit à l'oubli »** : Vous pouvez demander l'effacement de vos données personnelles, dans les meilleurs délais, lorsque celles-ci ne sont pas nécessaires au respect d'une obligation légale ou à la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice (art. 17 du RGPD).

- **Le droit à la limitation du traitement des données** : Vous pouvez demander une limitation du traitement de vos données personnelles dans les cas suivants (art. 18 du RGPD) :
    - Si la CCMB n'a plus besoin de vos données personnelles aux fins de traitements, mais celles-ci vous sont encore nécessaires pour la constatation, l'exercice ou la défense ou de vos droits en justice.
    - Si un traitement illicite de vos données personnelles est constaté mais que vous préférez leur limitation à leur effacement.

- Si vous avez contesté l'exactitude des données personnelles que nous détenons à votre sujet, la limitation de leur traitement a lieu pendant la durée permettant de vérifier l'exactitude de celles-ci.
- Si vous vous êtes opposé(e) au traitement de vos données personnelles fondé sur l'intérêt légitime du responsable du traitement. La limitation du traitement de vos données personnelles est mise en place pendant la durée nécessaire aux fins de vérification que cet intérêt légitime prévaut sur le vôtre.

- **Le droit d'opposition** : Vous pouvez vous opposer au traitement de vos données personnelles par la CCMB, à des fins de prospection commerciale, y compris par profilage, ou vous opposer au traitement de vos données personnelles fondé sur l'intérêt légitime, à moins que le responsable du traitement ne démontre qu'il existe des motifs légitimes et impérieux qui prévalent sur vos intérêts et droits (art. 21 du RGPD).
- **Le droit à la portabilité des données** : Le droit de demander vos données personnelles sous un format électronique utilisable et/ou la transmission de ces données vers une autre organisation. Votre droit à la portabilité n'est pas incompatible avec votre droit à l'effacement des données personnelles (art. 20 du RGPD).
- **Le droit de définir des directives sur le sort des données personnelles après décès** : Vous avez le droit de définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de vos données personnelles après votre décès (art. 85 loi « *Informatique et Libertés* »).
- **Le droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée, y compris le profilage** : Vous avez le droit de ne pas faire l'objet d'une décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé, y compris le profilage, produisant des effets juridiques vous concernant ou vous affectant de manière significative (art. 22 du RGPD).
- **Le droit de retrait de votre consentement** : Vous avez le droit de retirer votre consentement au traitement de vos données dans la mesure où le traitement est fondé sur celui-ci. Dans ce cas, la licéité des traitements effectués avant le retrait du consentement ne sera pas remise en cause.

Si vous souhaitez exercer vos droits, merci de nous contacter par email via CCMPS 29 rue du Mirail - CS91225 - 33000 BORDEAUX Cedex ou par email à l'adresse suivante : contact.dpo@ccmps.fr.

Le responsable du traitement traitera votre demande sous un délai d'un mois, pouvant être prolongé de deux mois compte tenu de la complexité du nombre de demandes. En cas de doutes raisonnables sur votre identité, nous pourrons vous demander de nous transmettre tout document en justifiant, conformément à l'article 12 (6) du RGPD.

Vous pouvez accéder directement à certaines données sur votre espace client sur notre site internet.

Si vous souhaitez avoir accès à vos données personnelles, nous vous fournirons une copie des données personnelles sur lesquelles porte votre demande ainsi que les informations se rapportant à leur traitement.

Vous avez également le droit de déposer une plainte auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), dont le site Internet peut être consulté à l'adresse suivante : www.cnil.fr.

En cas de violation des données à caractère personnel, le responsable du traitement signalera la violation à la CNIL sous 72h et devra en informer la personne concernée dans les meilleurs délais.

Remarque : Votre droit d'accès peut se trouver limité lorsque la réglementation le prévoit. C'est le cas de la réglementation contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT), qui nous interdit de vous donner directement accès à vos données personnelles traitées à cette fin (recommandations 9, 10 et 21 du GAFI). Dans ce cas, vous devrez exiger votre droit auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) qui nous interrogera.

10 – Où sont traitées vos données personnelles ?

Nos systèmes informatiques sont hébergés dans l'Union européenne. Par conséquent, lorsque nous traitons vos données à caractère personnel, celles-ci sont gardées au sein de l'UE.
Dans certaines circonstances, nous pouvons faire appel à des services externes impliquant un traitement de données à caractère personnel en dehors de l'UE. Notamment, si vous acceptez l'utilisation de *Google Analytics* sur le Site, des données peuvent être traitées pour notre compte par Google en dehors de l'Union européenne. Par ailleurs, lors de l'utilisation des réseaux sociaux, notamment Facebook, les publications et échanges publics des utilisateurs sont susceptibles d'être hors de l'Union européenne, conformément à la politique de gestion des données mise en place par Facebook.
Ces traitements en dehors de l'UE sont encadrés par la signature de clauses contractuelles types de la Commission européenne et par des règles d'entreprise contraignantes ou « *Binding Corporate Rules* » (BCR).

11 – Comment vos données personnelles sont-elles sécurisées ?

Le Crédit municipal de Bordeaux, conformément à l'article 32 du RGPD, garantit la sécurité de vos données personnelles détenues sur support papier et sur tout autre support durable, notamment dans son système d'information. Les mesures mises ne place permettent de prévenir, mettre fin et minimiser les effets de toute violation accidentelle ou illicite de vos données, telles que leur destruction, leur perte, leur altération, leur vol, leur divulgation non autorisée, le traitement et l'accès non autorisés à celles-ci.

Diverses mesures techniques et organisationnelles sont instaurées afin de sécuriser vos informations :

- Verrouillage des locaux et contrôle d'accès (siège social, agences, local d'archive), notamment par digicode et système de de badgeuse pour les employés ;
- Vidéosurveillance ;
- Système d'alarme équipement de lutte anti-incendie
- Mise en place d'un plan d'urgence et de poursuite d'activité,
- Système de traçabilité, notamment par le biais d'habilitations et d'authentification des utilisateurs par mot de passe sur les postes informatiques,
- Sauvegardes informatiques,
- Protection du réseau informatique interne, des serveurs et du site internet.
- Mise sous plis cachetés des documents papier contenant des données sensibles et cryptage avec mot de passe des documents informatiques, les questionnaires d'assurance emprunteur.
- Destruction sécurisée des supports papiers obsolètes dans les délais prévus, en vertu de la convention entre le Crédit Municipal et le Groupe Elise et SER, qui garantissent la destruction des archives papiers sans ré-exploitation possible ainsi que la délivrance d'un certificat de destruction des documents.

Le Groupement d'intérêt économique (GIE) CM SERVICES, sous-traitant du Crédit Municipal de Bordeaux, est responsable de la sécurité de vos informations contenues dans le système informatique du Crédit municipal de Bordeaux, en vertu d'une convention.

Nous rappelons que tous les préposés du Crédit Municipal de Bordeaux sont soumis au secret professionnel dont le non-respect est sanctionné pénalement.

12 – Mises à jour

Nous traitements de vos données à caractère personnel peuvent évoluer avec le temps. En cas de changement majeur, cette politique est susceptible d'être mise à jour. La mise à jour la plus récente a été effectuée en septembre 2023.